

Antisémitisme, philosémitisme et catholicisme au XX^e siècle

Lectures croisées

Nina Valbousquet, *Catholique et antisémite. Le réseau de Mgr Benigni, 1918-1934, Rome, Europe, États-Unis, Paris, CNRS Éditions, 2020, 325 p.*

Philippe Chenaux, *La fin de l'antijudaïsme chrétien. L'Église catholique et les juifs de la Révolution française au concile Vatican II, Paris, Cerf, 2023, 306 p.*

FLORIAN MICHEL

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE, SIRICE

Deux ouvrages complémentaires, parus en 2020 et 2023, permettent de mieux cerner la relation si complexe entre l'Église catholique et les juifs au XX^e siècle. Le premier volume, sous la plume de Nina Valbousquet, a pour objet l'étude du réseau « catholique et antisémite », forgé par Mgr Umberto Benigni dans l'entre-deux-guerres¹. Il a pour origine une thèse de doctorat, soutenue en 2016 sous la direction de Marc Lazar et affine les travaux qu'Émile Poulat avait déjà consacrés à Mgr Benigni et à la « Sapinière » il y a un demi-siècle². Le second volume, publié par Philippe Chenaux, est une large synthèse, dont l'objet est de retracer la genèse et le déploiement d'un philosémitisme catholique. Il permet de comprendre la « fin » officielle et doctrinale de « l'antijudaïsme chrétien³ ».

Les deux ouvrages, sans s'opposer, se complètent, éclairant les faces opposées de la même médaille et s'appelant l'un l'autre, tant il y eut, au XX^e siècle, en même temps, dans la même Église, des antisémites notoires et des artisans du rapprochement judéo-chrétien. La méthodologie historique des deux auteurs est analogue ; les deux volumes puisent en abondance, entre autres sources, aux archives des pontificats de Pie XI (ouvertes depuis 2006) et de Pie XII (ouvertes depuis 2020) ; l'analyse, fondée sur des documents et des sources renouvelées, est sans esprit de passion ni de parti. Le vocabulaire retenu est commun aux deux auteurs, même si on repère entre eux quelques différences de perspectives. Les deux études se rejoignent notamment sur la notion d'« antijudaïsme chrétien » et sur la pertinence du maintien de la distinction entre antijudaïsme (culturel, religieux, d'Église) et antisémitisme (politique, racial,

¹ Nina Valbousquet, *Catholique et antisémite. Le réseau de Mgr Benigni, 1918-1934, Rome, Europe, États-Unis, Paris, CNRS Éditions, 2020, 325 p.*

² Émile Poulat, *Intégrisme et catholicisme intégral. Un réseau international antimoderniste : la « Sapinière » (1909-1912)*, Paris, Casterman, 1969 ; idem, *Catholicisme, démocratie et socialisme. Le mouvement catholique et Mgr Benigni de la naissance du socialisme à la victoire du fascisme*, Paris, Casterman, 1977.

³ Philippe Chenaux, *La fin de l'antijudaïsme chrétien. L'Église catholique et les juifs de la Révolution française au concile Vatican II*, Paris, Cerf, 2023, 306 p.

séculier, d'État). Philippe Chenaux juge ainsi « utile de maintenir la distinction classique, formulée jadis par Hannah Arendt entre "l'antisémitisme racial, idéologie laïque du xx^e siècle", et "la haine du juif, d'inspiration religieuse", ou si l'on préfère, entre l'antijudaïsme religieux, d'un côté, et l'antisémitisme racial de l'autre, ces deux "frères siamois" » (p. 11). Mais distinction n'est pas opposition, assurément : l'image des « siamois » est extrêmement signifiante ; l'antijudaïsme et l'antisémitisme sont en soutien mutuel. « La catégorie d'antijudaïsme chrétien reste pertinente, écrit Nina Valbousquet en ce sens, pour l'analyse d'une matrice historique de l'antisémitisme, ancrée dans une tradition théologique chrétienne » (p. 20). Jusque dans leur photographie des premières de couverture, les deux volumes s'accordent. La couverture de l'ouvrage de Nina Valbousquet présente une photographie de Mgr Benigni et du P. Jules Saubat en 1913 : tous les deux antisémites, « romains », « intégraux », et piliers d'une internationale « cléricale-fasciste ». La couverture de l'ouvrage de Philippe Chenaux présente, au contraire, le rabbin A.-J. Heschel en dialogue avec le cardinal Agostino Bea, en 1963, au sein de l'*American Jewish Committee* à New York.

La thèse doctorale de Nina Valbousquet entend décrire le développement d'un objet « micro » à l'échelle transnationale – Italie, France, Europe germanique, monde russe, espace atlantique : le réseau catholique, antisémite, contre-révolutionnaire et anticommuniste animé par Mgr Umberto Benigni de 1917 à 1934. L'enjeu est double : éviter l'enfermement de l'antisémitisme dans le cadre de l'État-nation, puisque « hier comme aujourd'hui, souligne l'historienne, l'antisémitisme apparaît comme un phénomène global, dilatant les frontières nationales » (p. 11) ; ne pas surestimer la sécularisation du phénomène antisémite, qui n'est pas seulement un produit de l'idéologie laïque du xix^e siècle, et tenter de penser la possibilité de « la coexistence historique entre antijudaïsme religieux et antisémitisme » (p. 12). Mgr Benigni a été tout à la fois une figure majeure du parti intransigeant catholique, au service acharné de la lutte contre le « modernisme », un membre de diverses congrégations romaines, et un professeur d'histoire ecclésiastique reconnu. « Éminence grise » (p. 25), « honni par un grand nombre dans l'Église » et « figure controversée » en son temps (p. 14), il est démis en 1911 de ses fonctions romaines pour excès de zèle et intransigeance. Membre de la « Sapinière » qu'il dirige quelques années, il se définit lui-même comme « catholique-romain intégral », c'est-à-dire, selon les termes du programme du *Sodalitium Pianum* de décembre 1913 : papalin, cléricale, anti-moderniste, antilibéral, anti-sectaire, contre-révolutionnaire, etc., avant de rallier le fascisme en 1923. Il est également un auteur souvent cité dans l'historiographie de l'antisémitisme italien en raison de la longue durée de sa carrière de publiciste : avant les lois raciales fascistes de 1938, il incarne « l'une des rares traditions d'antisémitisme national » (p. 15). Nina Valbousquet évoque pour

Mgr Benigni un « antisémitisme intégral », au sens d'un antisémitisme des catholiques « intégraux », qui concilie, pour ainsi dire, antijudaïsme traditionnel et antisémitisme moderne, puisqu'il existe bien « un lien flottant » entre l'hostilité catholique traditionnelle et l'antisémitisme moderne », entre l'imaginaire culturel et le politique. C'est pourquoi la combinaison du titre retenu est si importante : « catholique et antisémite », et non pas sur un modèle plus classique, « catholique et antijuif », ni « antisémite et anticatholique », comme les nazis.

Philippe Chenaux introduit ce qu'il présente comme une « synthèse accessible » par une série de citations liminaires, depuis saint Paul (Rm, 11, 15) sur la « réconciliation d'Israël » qui sera une « résurrection », jusqu'au cardinal Johannes Willebrands, qui signifie avec fermeté que depuis le deuxième concile de Vatican une attitude « représentant d'anciens stéréotypes ou préjugés n'a plus désormais d'existence légitime au sein de l'Église. » Le point de départ de la réflexion est la Révolution française avec le décret d'émancipation des juifs de septembre 1791, qui permit à ces derniers de devenir des citoyens français et peu à peu d'être assimilés dans le creuset national. Le travail de Philippe Chenaux ne révèle certes pas une révolution copernicienne, puisque les personnes, revues et milieux tout à la fois *catholiques et antisémites au sens strict* ne représentaient souvent qu'une culture de la marge, par rapport aux évêques et à Rome dans la période contemporaine ; mais c'est une transformation en profondeur de la culture catholique qu'il donne à voir. Une théologie qui, sans être antisémite, véhiculait depuis des siècles des éléments d'un antijudaïsme culturel et cultivait les stéréotypes du peuple « déicide » et « perfide », condamné à la malédiction pour n'avoir pas reconnu le Christ, etc., se trouve dépassée par les ferments de l'amitié judéo-chrétienne, qui deviennent peu à peu, et notamment à partir des années 1960, la norme et la référence. Les juifs sont désormais les « frères aînés dans la foi » et les « frères préférés », selon la formule de Jean-Paul II (1986). C'est à la fois un changement de paradigme, de décor et de rôle. Les seconds rôles, qui avaient défendu l'amitié judéo-chrétienne, deviennent les personnages principaux, parce qu'ils sont reconnus comme les moteurs du changement. « Ce sont les pionniers du dialogue judéo-chrétien, souvent méconnus et parfois même oubliés, que l'ouvrage entend faire revivre tout au long de ces pages » (p. 11). C'est une histoire de convertis et de conversions, une histoire de théologiens qui donnent une intelligence renouvelée des Écritures et de saint Paul notamment, « apôtre des Gentils, hébreu, fils d'hébreu », une histoire des traductions liturgiques corrigées (« *pro perfidis iudaeis* »), une histoire de congrégations religieuses, comme celle de Notre-Dame de Sion, puisque « Marie » est « fille d'Israël », de fraternités, comme celle des deux frères Lémann, juifs, convertis, ordonnés prêtres, et désireux de réconcilier l'Église et les « restes d'Israël », de publications et de réseaux, comme celui de Léon Bloy, Jacques et Raïssa Maritain, Stanislas et Aniouta Fumet, et de

modestes associations, la « Société des Amis d'Israël » par exemple, qui permirent la prise de conscience de la mission eschatologique des « frères aînés » et les puissances de la première alliance. Non sans intérêt, Philippe Chenaux rappelle combien l'épiscopat et le Saint-Siège ont dénoncé l'antisémitisme français « fin de siècle ». L'archevêque de Lyon en 1896 refuse ainsi de prendre part à une tribune présidée par Édouard Drumont, « en raison, précise l'archevêque, de l'antisémitisme et des personnalités antisémites » ; à Rome le cardinal Mariano Rampolla signifie la même position à l'ambassadeur de France et « désapprouve les sentiments dont la campagne antisémite était l'expression » (p. 68). L'historien montre bien la complexité de la situation. Quand le pape défend en Dreyfus l'image de la victime, le journal pontifical dénonce le « judaïsme talmudique » des défenseurs du capitaine. P. Chenaux ne cesse pas de souligner la « prégnance de la mentalité antijuive dans l'entourage immédiat du pape » (p. 270). Quand quelques journaux catholiques, dont *La documentation catholique*, publient après la Première Guerre mondiale les *Protocoles des sages de Sion*, c'est un jésuite qui en propose l'une des premières réfutations. Alors que le Saint-Siège s'est longtemps opposé au projet sioniste et n'a reconnu diplomatiquement Israël qu'en 1993, il existe à la curie des réseaux philosémites, dont le cardinal Willem Marinus Van Rossum. À *La France juive* du catholique Drumont (1886), répond *Le salut par les juifs* du catholique Léon Bloy (1892). Avec Léon Bloy, le « mystère d'Israël » s'ouvre alors pour une génération, qui pourra dire avec Jacques Maritain : « La race des prophètes, de la Vierge et des apôtres, la race de Jésus est le tronc sur lequel nous sommes entés » (p. 90). Quand l'œuvre sacerdotale des « Amis d'Israël », fondée en février 1926, est dissoute en mars 1928 par un décret du Saint-Office pour avoir demandé la correction de la prière d'intercession du Vendredi saint au sujet des « juifs perfides », elle rassemblait déjà 18 cardinaux, 200 évêques et archevêques et plus de 2 000 prêtres. La décision de suppression révélait en sens contraire l'antijudaïsme du cardinal Rafael Merry del Val, secrétaire du Saint-Office (p. 97-98). Le texte du décret du Saint-Office désapprouve donc les « Amis d'Israël », mais d'un même mouvement, à la demande de Pie XI lui-même, il « condamne » également « au plus haut point la haine contre le peuple autrefois choisi par Dieu, cette haine qu'aujourd'hui on a coutume de désigner sous le nom d'antisémitisme ». L'analyse de l'auteur est à l'échelle européenne : France, Italie, Rome, espace germanique, avec, notamment, Theodor Haecker, Johannes Österreicher, Dietrich von Hildebrand, Edith Stein, etc. Philippe Chenaux rappelle au passage que l'archevêque de Munich, au temps d'Hitler, le cardinal Michael von Faulhaber, avait dessiné sur ses armes épiscopales un chandelier à sept branches. « Antisémitisme ou christianisme, il faut choisir », rappelle le futur cardinal suisse, Charles Journet, depuis Fribourg en 1941. Il n'est guère possible de suivre Philippe Chenaux dans tous ses développements. C'est l'histoire de l'Europe qu'il faudrait parcourir. Les

épisodes sont massifs (la Shoah, Pie XII, la Libération, la conférence de Seelisberg, l'affaire Finaly, la route vers le concile, l'événement conciliaire lui-même, Paul VI, Jean Paul II, etc.) Les données, méticuleusement présentées et bien équilibrées, conduisent le lecteur à comprendre la portée de la déclaration conciliaire *Nostra Aetate* d'octobre 1965 et la fin de « l'enseignement du mépris ». On ne peut pas « imputer aux juifs de notre temps ce qui avait été commis au temps de la Passion du Christ » ; « ceux qu'une parenté en Abraham unit à nous, les israélites » doivent être l'objet « de respect, d'amour et d'espérance ». Pour la période la plus récente, la figure si singulière du cardinal Jean-Marie Lustiger aurait sans doute trouvé sa place dans la galerie de portraits des artisans du dépassement en acte de l'antijudaïsme chrétien⁴.

Le point où les deux auteurs se distinguent sans doute est dans l'emploi du terme « fin ». Peut-on mettre un terme, un point final, à l'histoire de l'antijudaïsme chrétien ? Pour Philippe Chenaux, c'est le sens de sa thèse : on doit enregistrer dans le dernier tiers du xx^e siècle la fin d'une tradition séculaire. On comprend bien la portée de l'affirmation, puisque sur un plan doctrinal, officiel, magistériel, depuis Vatican II, les équivoques – on l'a vu – ont été levées. Nina Valbousquet adjoint au terme un point d'interrogation : « La fin d'un monde ? » (p. 281). Son étude s'achève ainsi sur cette suggestion pertinente : « Il y a donc une autre histoire à écrire, celle des prolongements de l'antisémitisme catholique après la Shoah et de sa réactivation dans les réseaux traditionalistes opposés au concile Vatican II » (p. 290). À l'échelle « micro », le constat de la fin de l'antijudaïsme chrétien est en effet moins assuré. Il reste ici et là en effet quelques buttes-témoins d'un âge pourtant révolu. En 2009, un évêque intégriste, Mgr Richard Williamson, tenait ainsi des propos antisémites et négationnistes⁵. En octobre 2023, le gouvernement français décide en Conseil des ministres la dissolution du groupuscule intégriste Civitas pour des propos qualifiés d'antisémites⁶. Sans aucune assise doctrinale ni magistérielle désormais, et à grand bruit médiatique, l'antijudaïsme chrétien, revitalisé cette fois par l'antisémitisme

⁴ Denis Pelletier, Benoît Pellistrandi, *Jean-Marie Lustiger. Entre crises et recompositions catholiques. 1954-2007*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022, 366 p., avec trois interventions consacrées au judaïsme : Frédéric Gugelot, « La promesse d'une recomposition du rapport entre judaïsme et catholicisme », Thérèse Hebbelinck, « Jean-Marie Lustiger et l'affaire du carmel d'Auschwitz », Patrick Desbois, « Jean-Marie Lustiger et les juifs orthodoxes au niveau international ».

⁵ <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/2009/02/28/01016-20090228ARTFIG00190-l-etause-resserre-autour-de-mgrwilliamson-.php> [consulté en octobre 2023].

⁶ <https://www.la-croix.com/France/Dissolution-Civitas-lobby-catholique-traditionaliste-5-dates-2023-08-08-1201278194> ; <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/civitas-un-mouvement-catholique-integrisme-menace-de-dissolution-20230807> ; https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/10/04/le-gouvernement-a-acte-la-dissolution-de-l-organisation-catholique-integrisme-civitas_6192387_3224.html [consulté en octobre 2023].

moderne, semble désormais se prolonger à l'état de traces dans quelques milieux intégristes.